



Cahiers d'histoire

44-2 | 1999
Varia

Mathias BERNARD, *La dérive des modérés. La Fédération républicaine du Rhône sous la Troisième République*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, 432 p.

Bruno Dumons



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/206>
ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999
ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Bruno Dumons, « Mathias BERNARD, *La dérive des modérés. La Fédération républicaine du Rhône sous la Troisième République*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, 432 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 44-2 | 1999, mis en ligne le 14 mai 2009, consulté le 08 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ch/206>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2019.

© Tous droits réservés

Mathias BERNARD, *La dérive des modérés. La Fédération républicaine du Rhône sous la Troisième République*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, 432 p.

Bruno Dumons

- 1 L'histoire politique a su depuis une dizaine d'années renouveler ses problématiques et ses approches en faisant appel aux rivages des autres champs historiographiques comme ceux de l'histoire culturelle et de l'histoire sociale. Ce renouvellement s'affiche également dans les secteurs les plus classiques de ses objets d'études comme les organisations partisans. En effet, la bipolarisation de la vie politique française avait conduit à privilégier les recherches sur les forces de gauche et de droite. Dès 1982, dans sa synthèse sur *Les droites en France*, René Rémond appelait déjà à une réflexion sur le rôle exercé par les centres au sein du débat politique national. Une dizaine d'années plus tard, Serge Berstein reprenait le dossier pour souligner l'importance d'une culture modérée dans la vie politique nationale. Les études approfondies se sont alors multipliées. L'ouvrage de Mathias Bernard appartient à cet effort de renouvellement historiographique qui vient combler avec bonheur le manque d'études sur les milieux modérés de la droite républicaine dont Jean-Marie Mayeur avait auparavant souligné la cruelle absence. En l'occurrence, il s'agit de la Fédération républicaine. Issue d'une thèse soutenue sous la direction de Jean-Marie Mayeur, la recherche de Mathias Bernard privilégie l'analyse en profondeur d'un parti à l'échelle départementale, sur la moyenne durée, en mettant l'accent sur les acteurs et leurs réseaux. L'objectif de l'entreprise réside dans la compréhension de la formation de la Fédération républicaine du Rhône au début du siècle puis celle de la " dérive " de ces républicains de droite vers des positions de plus en plus conservatrices à l'orée des années trente.

- 2 L'ouvrage se structure en trois temps : celui des difficultés de la genèse (1871-1906), celui de la croissance (1906-1924) et celui d'une radicalisation progressive (1924-1940). Les temps originels sont ceux des réseaux républicains libéraux dans le Lyon de la fin du XIXe siècle. S'y retrouvent la " bande à Aynard " avec Auguste Isaac en tête, les milieux novateurs du patronat industriel comme Jean Coignet, Léon Permezel et Ulysse Pila ainsi que les cercles et les comités du républicanisme opportuniste. Grâce aux échecs politiques successifs des monarchistes lyonnais, républicains conservateurs et démocrates chrétiens des années 1890 forment une alliance " progressiste " de circonstance, ceci autour de l'idéologie commune de l'antisocialisme et malgré des conceptions différentes du libéralisme. Mathias Bernard fait état avec précision des personnalités du " parti libéral " à Lyon qui appartiennent pour la plupart au monde des notables de la bourgeoisie d'affaires. Théâtres du libéralisme économique et social, la chambre de commerce et les sociétés mutualistes leur offrent des tribunes et des charges honorifiques pour exprimer leurs idées et favoriser leurs sociabilités. L'Affaire vient alors briser cette alliance sur la scène politique lyonnaise. Face aux méthodes du gouvernement Waldeck-Rousseau et du combisme, les modérés lyonnais autour notamment d'Alphonse Gourde, Fleury-Ravarin et Laurent Bonnevey se lancent dans une culture d'opposition en contribuant activement à la création d'un parti d'envergure nationale, la Fédération républicaine de France, au sein de laquelle s'affirme le réseau Aynard-Motte.
- 3 Vient alors l'analyse au plus près des structures de la fédération départementale. Celle-ci s'implante jusque dans les quartiers ouvriers de Lyon et sur l'ensemble du département avec une réelle croissance des effectifs à la veille de la Grande Guerre. La présidence revient alors à Martial Paufigue, un entrepreneur symbolisant l'ascension sociale et la foi libérale. Ce dynamisme qui en fait le premier parti dans le Rhône en 1912, s'imposant souvent dans les batailles électorales locales, résulte du rejet de la stratégie de l'extrémisme à propos de la question religieuse et du centralisme parisien mais ce succès est tempéré par des hésitations et des divergences sur la question sociale. Le renouvellement des cadres de l'après-guerre tarde tandis que sa culture d'opposition a du mal à se muer en une culture de gouvernement du Bloc national. Ces difficultés, que Mathias Bernard identifie avec précision, conduisent la Fédération à l'échec en 1924.
- 4 La troisième période est constituée par l'essai de modernisation du parti avec une radicalisation croissante à droite. Louis Marin remplace Auguste Isaac à la présidence des instances nationales tandis qu'une nouvelle équipe se met lentement en place à Lyon sous la houlette d'Alexandre Charbin et Victor Perret, des bourgeois catholiques et conservateurs, écartant peu à peu la vieille génération " progressiste ". Désormais, grâce à une meilleure ouverture en direction de la base, le militant peut devenir dirigeant, sortant la Fédération du parti de notables. Un rapprochement plus étroit s'effectue avec l'Action libérale populaire jusqu'à son intégration en 1929. Plusieurs dirigeants conservateurs de l'Union du sud-est des syndicats agricoles comme Julien Riboud et Jean Parrel ont alors rejoint la Fédération. Cette absorption des éléments catholiques au sein de la Fédération du Rhône met l'accent sur la critique du modèle libéral et la conversion aux thèses du catholicisme social pour aller jusqu'à la contestation de deux fondements de la République, la laïcité et le parlementarisme, puis à l'adhésion aux idéaux de la Révolution nationale, suscitant de profondes fractures au sein même du parti à Lyon. La " dérive " est alors patente avec les conceptions des pères fondateurs opportunistes.
- 5 La démonstration qu'offre Mathias Bernard, à partir de l'exemple fouillé de la Fédération du Rhône, emporte la conviction. Son approche permet ainsi d'articuler une réflexion sur

le double mouvement du local et du national à propos de la culture modérée en politique. On aura apprécié ici la place privilégiée donnée aux acteurs dans cette étude d'une organisation partisane. Néanmoins, on regrettera beaucoup l'absence d'un index des noms propres qui permettrait au lecteur d'utiliser avec profit les innombrables renseignements biographiques qui fourmillent dans cet ouvrage. Les apports de l'histoire sociale et culturelle n'apparaissent toutefois pas assez nettement, en particulier sur les questions de prosopographie des élites politiques lyonnaises et leurs réseaux de sociabilité. Le second livre de Mathias Bernard qui devrait les dévoiler sans tarder, confirmera que décidément l'histoire politique n'est pas si éloignée de l'histoire sociale.